

L'ESArticle

**LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'ESA BUSINESS SCHOOL.
« TOUT SE DÉROULE DANS L'ESArticle. »**

L'ÉDITORIAL

Il faut plus de journaux étudiants !

Par Michel Helou, Directeur Exécutif de L'Orient-Le Jour

Quand deux élèves de l'ESA m'ont contacté afin d'écrire l'éditorial de leur journal, j'ai d'abord été étonné d'apprendre que l'ESA avait un journal. Quelle belle surprise que de voir un nouveau titre naître à Beyrouth, qui plus est en français !

Alors qu'on entend, rabâché en permanence, le sempiternel refrain du "c'était mieux avant", adapté à la presse : "Les jeunes ne lisent plus." "Ils ne savent plus écrire." "Le journalisme a perdu de sa superbe". "La francophonie est morte", les étudiants de l'ESA viennent nous faire mentir en lançant la publication d'un journal - ce bizarre objet du passé, noyé au milieu des fils Twitter et autres stories Instagram.

Le journalisme - le fait de raconter le monde dans lequel on vit, en se soumettant à la réalité des faits - n'est pas une relique du passé ; c'est une fonction essentielle des sociétés démocratiques, qui nous aide à bâtir l'avenir. Chaque citoyen a besoin de sources d'information crédibles et d'analyses expertes afin de comprendre son environnement. Nous devons pouvoir lire, entendre des opinions diverses et des débats où elles s'expriment librement. Au Liban, ce journalisme est plus crucial que jamais.

Si les réseaux sociaux regorgent de textes et de vidéos, il leur manque deux éléments essentiels pour nous permettre d'appréhender l'actualité : la crédibilité et la cohérence. La crédibilité, c'est ce que garantit la charte d'un média : la primauté de la vérité, grâce à la vérification de l'information ; la séparation entre information et opinion ; l'équilibre donné aux différentes parties dans le traitement d'un sujet. La cohérence, elle, vient de la présentation de l'information et du choix des sujets traités : la hiérarchisation des titres sur une page web ou papier, les liens entre articles, le suivi d'un dossier par un journaliste, afin d'en comprendre tous les tenants et aboutissants. Ce sont ces deux piliers du travail journalistique qui manquent aux réseaux sociaux : la crédibilité est mise à mal par un océan de fake news, et la cohérence remplacée par un flux infini d'informations en apparence égales quant à leur importance, pilotées par des algorithmes liés davantage aux impératifs publicitaires qu'à la qualité de leur contenu.

Les réseaux sociaux sont évidemment là pour rester, et on doit leur reconnaître un apport colossal à la diffusion libre de l'information. Mais on ne peut concevoir un monde où l'information serait uniquement dictée par des algorithmes et ne répondrait à aucune règle.

S'il est nécessaire que les médias aillent vers les jeunes - ce qui manque encore - il faut aussi que les jeunes aillent vers les médias et s'emparent des sujets d'actualité. D'où l'importance d'écrire et de faire vivre ce journal étudiant. Pour préserver l'écriture dans la société du "voice note". Pour porter haut ce trilinguisme, richesse dont nous sommes si fiers. Pour créer de nouvelles vocations de journalistes dans un pays qui en a grandement besoin. Pour élever l'argumentation et l'esprit critique dans le monde de l'instantané et du retour des populismes. Pour éveiller le campus aux bouleversements politiques qui secouent le Liban. Pour refaire de Beyrouth la capitale de la presse libre au Moyen-Orient. Le moment a rarement été aussi décisif.

Longue vie au journalisme libanais, longue vie à l'ESArticle !



C'est en ces moments de crise que nous avons besoin, plus que jamais, d'être solidaires et généreux.
- Le club social de l'ESA Business School, Drop of Love. Instagram : @dropoflove.

RUBRIQUES PROPOSÉES

CHRONIQUE

“La tempête
du
temps”

Page 7

SOCIAL

“La femme
libanaise : entre
émancipation et
tradition ”

Page 8

VIE ÉTUDIANTE

“Each school at its
own speed”

Page 9

CULTURE

“The
Entrepreneur”

Page 11

CAMPUS – INTERVIEW

UNE PERSPECTIVE D'AVENIR PORTÉE SUR L'INNOVATION POUR L'ESA BUSINESS SCHOOL

Interview réalisée par l'équipe de rédacteurs avec Maxence Duault, Directeur Général de l'ESA.

Vous avez été nommé Directeur Général de l'ESA en décembre 2019, pouvez-vous nous en dire davantage sur vous ?

Je suis né à Rennes, en France, où j'ai grandi et suivi des études d'histoire et de droit international. Je me suis rapidement passionné pour l'enseignement supérieur et ai eu la chance de multiplier très jeune les expériences dans ce domaine. Celles-ci m'ont naturellement conduit à prolonger mon parcours à l'international, à commencer par des responsabilités académiques auprès de l'Ambassade de France en République Tchèque.

En 2011, je suis affecté à l'ESA en tant qu'expert du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes français (MAEE), aux côtés de Stéphane Attali. Dans ce cadre, j'ai eu la chance de participer activement au développement de l'Ecole et ai très rapidement été affecté à des missions passionnantes, comme la réforme du modèle financier des programmes, la mise en place de processus qualité et le développement des partenariats de l'Ecole. Je me suis très vite attaché au Liban et suis heureux d'y avoir pris racine aux côtés de mon épouse libanaise, avec laquelle j'ai le bonheur d'avoir fondé une famille.

Quels sont vos projets pour l'avenir de l'ESA ?

Malgré les crises actuelles et les difficultés que nous allons devoir surmonter, j'ai la volonté de poursuivre nos développements en nous appuyant sur nos points forts et sur la vision d'un management moderne, porté par des valeurs affirmées.

L'innovation d'abord, qui suppose une rénovation des contenus pédagogiques pour former des managers responsables, créatifs et ouverts sur leur environnement. L'ancrage dans la communauté d'affaires ensuite, grâce à nos réseaux Alumni et partenaires, ou encore au réseau de la CCI France Liban, présidée par l'ESA, et qui permet d'offrir aux étudiants des formations pratiques, intégrées aux réalités du monde de l'entreprise et du marché de l'emploi. L'exigence enfin, que porte l'ESA dans une démarche qualité continue vis-à-vis de ses programmes, de son corps professoral et de ses partenariats académiques, ce qui lui a valu en 2017 d'être réaccreditée par l'"Association of MBAs" (AMBA) pour ses programmes MBA et MBA Exécutif.

Cela dit, la crise libanaise est majeure et aucune institution locale ne sera malheureusement épargnée. Il nous faut donc également nous préparer à un repli de certaines activités et en particulier à une inévitable baisse de nos inscriptions.

Dans cette perspective, nous avons sans relâche travaillé ces derniers mois à la révision de nos modèles financiers, au renforcement de nos plans de communication et à la mise en place de plusieurs programmes d'aides financières. L'ESA doit évoluer pour s'adapter, et nous avons pour cela la chance de pouvoir nous appuyer sur les diplômés de partenaires prestigieux, facilitant l'accès à des carrières internationales. Il s'agit de véritables passeports en ces temps exceptionnels et certains de nos programmes font paradoxalement l'objet d'un regain de candidatures, ce qui nous aide à maintenir un équilibre avec d'autres activités.

Dans ce contexte, je suis confiant en notre capacité à aller de l'avant et souhaite surtout que nous soyons mobilisés pour offrir à nos étudiants, à nos partenaires et à notre communauté, les meilleurs outils et opportunités pour traverser la crise.

Justement, comment comptez-vous soutenir vos étudiants face à la crise économique ?

La baisse du pouvoir d'achat, sur fond de dévaluation et d'inflation, impacte l'ensemble des ménages libanais. Elle fragilise inévitablement la capacité de nos étudiants à financer leurs études.

Pour y remédier, nous avons très tôt proposé des mécanismes d'assouplissement de nos calendriers de paiement. Nous avons également, dès l'automne, pris la décision d'absorber la perte des frais de scolarité payés en livres libanaises, au taux de change officiel. Cette perte, aggravée par la dévaluation de ces dernières semaines, est d'autant plus importante aujourd'hui que nos partenariats internationaux impliquent de nombreuses charges en devises. Cela étant, nous avons conscience qu'il est impératif de faire autant d'efforts que possible et de développer des solutions financières exceptionnelles pour soutenir les plus vulnérables, en nous appuyant notamment sur nos fonds propres et sur le soutien de nos partenaires stratégiques.

Nous avons ainsi triplé le nombre des bourses d'excellence adressées à nos étudiants BBA et MBA, avec des financements pouvant aller jusqu'à 50% des frais de scolarité, et avons parallèlement signé un partenariat avec l'association Lebanese International Finance Executive (LIFE) au mois de janvier, grâce auquel nous proposons des aides financières complémentaires pour nos autres diplômés, allant de 6000\$ à 12000\$¹.

Également en réponse à la crise, nous avons mis en place une Bourse Sociale d'Entreprise (ou Corporate Social Scholarship) à l'attention d'employés licenciés ou mis à temps partiel par l'entreprise, leur permettant de bénéficier d'une formation à l'ESA à moindre coût, grâce à un co-financement entre l'ESA et l'entreprise partenaire. Enfin, nous prévoyons actuellement des réductions pour certains secteurs d'activité, comme pour les personnels de santé, que nous souhaitons ainsi remercier pour leur combat contre le Covid-19, quitte à puiser dans nos réserves en gage de solidarité.

Quelles sont les répercussions de l'épidémie du Coronavirus sur les activités de l'Ecole ? Quelles ont été les mesures prises par la direction face à la crise ?

Dès les premiers signes de contagion au Liban, nous avons tenu à adopter une démarche vigilante et proportionnée, privilégiant le cas par cas et la communication sur-mesure. Nous avons immédiatement pris des mesures strictes d'hygiène, avec l'installation de distributeurs de gel hydroalcoolique, la mise à disposition de gants et de masques et la mise en place d'outils de communication sur les gestes barrières. Dans un deuxième temps, nous avons progressivement annulé les déplacements de nos professeurs et organisé un système de cours en ligne, très vite performant.

Enfin, dans un troisième temps et face à la propagation de l'épidémie dans le pays, il nous a fallu organiser la fermeture des locaux de l'ESA, en faisant basculer les équipes sur un mode de télétravail. Les premiers jours n'ont pas été simples, mais nous avons anticipé cette situation avec les équipes de notre service informatique et avons donc rapidement trouvé notre rythme.

Aujourd'hui, le travail se poursuit avec détermination et nous assurons un service administratif réduit, que nous espérons étendre au fur et à mesure du mois de juin. Je remercie d'ailleurs tous les membres de l'équipe pour leur engagement, les professeurs pour leurs remarquables capacités d'adaptation, ainsi que les étudiants pour leur compréhension et leur persévérance. Je suis en effet impressionné par la qualité du travail réalisé et suis convaincu que nous saurons collectivement surmonter cette épreuve. J'en profite enfin pour féliciter plus particulièrement les membres du BDE de l'ESA, qui poursuivent leurs activités malgré un contexte difficile. Bravo à tous!

¹ Plus d'informations sont disponibles sur la page <https://www.esa.edu.lb/french/formations-diplomantes/aide-financiere>

ACTUALITÉ - TECHNOLOGIE

LA CYBERSÉCURITÉ S'IMPOSE COMME UNE ÉVIDENCE

Par Nour Assi, étudiante en BBA04

Depuis l'arrivée du Covid-19 et donc du confinement, l'équipe pédagogique ainsi que l'administration de l'ESA ont dû mettre en place un système de cours en ligne via des plateformes connectées afin d'assurer aux étudiants une certaine continuité des programmes. La question de cybersécurité s'est alors imposée comme une évidence.

La cybersécurité est un néologisme qui désigne l'ensemble des outils et des processus de sécurité utilisés pour la protection de l'environnement numérique. Elle protège à la fois les personnes, les idées, et les données¹. De nombreux systèmes comme le système de cryptage avaient été déjà mis en place avant que la pandémie ne s'installe. Par définition, le chiffrement (ou cryptage) est un procédé de cryptographie grâce auquel on souhaite rendre la compréhension d'un document impossible à toute personne qui n'a pas la clé de (dé)chiffrement². Aujourd'hui, le cryptage, symbolisé par un cadenas qui apparaît à côté du lien url d'un site internet, est devenu un critère de fiabilité. Le cryptage de bout-en-bout est lui considéré comme plus sûr parce qu'il réduit le nombre d'intervenants qui peuvent intercepter, décoder ou modifier les messages.



Source: design-engineering.com

La sécurité des entreprises et des individus en première ligne

Après l'arrivée de la pandémie, le nombre de personnes qui ont commencé à utiliser les plateformes de communication en ligne ainsi que le nombre de cyberattaques ont explosé. L'ESA n'a pas été épargnée, comme nous le confirme Monsieur Ibrahim Moujaes, chef du service informatique (IT) de l'ESA. Il affirme que malgré les nombreux systèmes de sécurité mis en place, un étudiant aurait été victime de ce qu'on appelle le *social engineering*, où les hackers observent leurs cibles et envoient des mails qui paraissent légitimes mais qui effectivement ne le sont pas. Un autre incident s'est produit lors d'un cours donné par un membre du corps enseignant de l'ESA sur la plateforme Gotomeeting. Des individus non-conviés à la séance ont réussi à s'infiltrer et il a fallu mettre en place un code d'accès à la visio-conférence pour éviter que cela ne se reproduise.

Des plateformes plus connues qu'on pensait épargnées de tout soupçons ont également révélé les failles de leurs systèmes de sécurité et de leurs politiques de confidentialité. C'est notamment le cas de Zoom, une plateforme de communication en ligne américaine créée en 2011 par Eric Yuan. Alors que cette plateforme facile d'accès et simple à utiliser était en pleine croissance (10 millions d'utilisateurs en décembre 2019 contre 200 millions d'utilisateurs en mars 2020³), sa montée en popularité finit par se retourner contre elle. En effet, dans un article du New York Times datant du 8 avril 2020, un usager de Zoom affirme que les caméras des participants ont été piratées menant ainsi au crash des visioconférences dont il faisait partie. Ce phénomène porte le nom de *Zoombombing*⁴.

Un autre point à souligner serait la politique de confidentialité de Zoom. Il est indiqué : « Nous ne vendons pas vos données personnelles. Que vous soyez une entreprise, une école ou un individu, nous ne vendons pas vos données ». Cependant, même si les données personnelles des utilisateurs ne sont pas vendues, elles peuvent très bien être divulguées à d'autres tiers⁵. Il serait donc impératif, dans un premier temps, de renforcer les outils et les contrôles mis en place pour contrer toutes manœuvres indésirables de la part de personnes malintentionnées.

Dans un deuxième temps, Monsieur Ibrahim Moujaes nous met en garde contre l'insuffisance des systèmes informatiques face aux cyberattaques qui se multiplient : « De nos jours, les cyberattaques deviennent de plus en plus complexes, ciblées, et difficiles à être détectées. Les systèmes informatiques ne sont plus suffisants pour les contrer. C'est pour cela qu'à mon avis, la cybersécurité doit se démocratiser pour que chaque utilisateur soit conscient des attaques dont il peut être victime ». Ses propos, plus qu'alarmants, nous invitent à nous informer sur le sujet et à être vigilants pour détourner les cyberattaques qui deviennent de plus en plus élaborées et fréquentes, pouvant avoir de lourdes conséquences.

De nombreuses perspectives d'avenir dans le domaine

Enfin, il ne faut pas oublier que les métiers de la cybersécurité, très divers, sont là pour répondre à un besoin émergent chez les internautes, celui de se sentir en sécurité. Parmi eux se trouvent l'ingénieur avant-vente, l'analyste sécurité, le responsable de la sécurité opérationnelle, le responsable de la sécurité des systèmes d'information, et l'administrateur sécurité. Quelques compétences sont recherchées comme l'adaptabilité, le respect des règles de confidentialité, et la communication écrite et orale. Monsieur Moujaes soulève ensuite un autre point important : « Cette fonction était souvent sous-estimée dans les entreprises qui trouvaient ce domaine inutile et coûteux. Il est commun de penser que « ça n'arrive qu'aux autres, pas à moi. » Cette façon de penser s'est souvent avérée être dangereuse et encore plus coûteuse ! » Mais comme le dit le dicton, mieux vaut prévenir que guérir. Et même si la demande de ces emplois a longtemps été supérieure à l'offre, aujourd'hui la tendance commence à s'inverser et les domaines qui touchent à la cybersécurité deviennent de plus en plus à la mode.⁶

¹ "Cybersécurité : Définition Simple Et Facile Du Dictionnaire." *Cybersécurité : Définition Simple Et Facile Du Dictionnaire*, www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/cybersécurité/

² "Chiffrement." *Wikipedia*, Wikimedia Foundation, 15 Apr. 2020, <https://fr.wikipedia.org/wiki/Chiffrement>

³ Szadkowski, Michaël, and Damien Leloup. "Sécurité, Données, Usages... Cinq Questions Sur Zoom, Le Service De Vidéoconférence Qui Cartonne." *Le Monde.fr*, Le Monde, 2 Apr. 2020, www.lemonde.fr/pixels/article/2020/04/02/securite-donnees-usages-cinq-questions-sur-zoom-le-service-de-videoconference-qui-cartonne_6035309_4408996.html

⁴ "Zoombombing' Targeted with New Version of App." *BBC News*, BBC, 23 Apr. 2020, www.bbc.com/news/business-52392084

⁵ "Video Conferencing, Web Conferencing, Webinars, Screen Sharing." *Zoom Video*, <https://zoom.us/fr-fr/security.html>

⁶ Un grand merci à Monsieur Ibrahim Moujaes ainsi qu'à Madame Tania El-Asmar Moutran pour les informations données.

ACTUALITÉ – ÉCONOMIE

LA LIVRE LIBANAISE : UNE MONNAIE EN CHUTE LIBRE ?

Par Joseph Darwich, étudiant en BBA05

Après plus de 20 ans ancrés dans un système de change fixe et pendant lesquels le cours de la livre a pu être maintenu à 1507,5 grâce à l'intervention permanente de la BDL, la livre libanaise connaît au cours des derniers mois une dépréciation rapide et vertigineuse, avec un taux sur le marché secondaire dépassant la barre des 4,000 LBP pour 1\$. Que s'est-t-il passé ? Que prévoit à ce sujet le plan de redressement approuvé par le gouvernement le 30 avril 2020 ? Le programme fixé pourra-t-il être appliqué ?

Dégradation de la situation et besoins des réformes

Le taux de la livre libanaise s'est maintenu à un cours moyen de 1 507.5 durant de longues années, et cela malgré les pressions qui ont pesé dès que la moindre perte de confiance dans le pays surgissait, que ce soit pour des raisons politiques ou économiques et bien que la balance des paiements du pays accuse depuis 2011 un déficit qui ne fait que se creuser¹. La Banque du Liban (BDL) est parvenue à maintenir ce cours de change fixe grâce à ses diverses interventions sur le marché, rendues possibles par les réserves en devises qu'elle détient. Pour renflouer ces réserves quand elles venaient à manquer, la BDL augmentait les taux d'intérêts ou avait recours à des ingénieries financières. Toutefois, depuis 2016, la pression sur la monnaie nationale s'est fortement accrue pour différentes raisons.

Tout d'abord, les flux de capitaux négatifs du fait que la diaspora ne parvenait plus à envoyer dans le pays autant d'argent qu'avant, alors que les locaux multipliaient les investissements à l'étranger en raison d'un climat d'incertitude dans le pays. Ensuite, les problèmes structurels du pays se sont ensuivis, avec une dette ayant dépassé 170% du PIB. Les solutions envisageables auraient été d'entamer le plus rapidement possible des réformes structurelles à tous les niveaux². D'ailleurs, le gouvernement de l'ancien Premier ministre Saad Hariri, avait chargé la société McKinsey d'effectuer l'étude nécessaire à ce sujet. Toutefois, aucune mesure n'a été prise et la situation n'a fait qu'empirer.

Crises économique et dépréciation de la livre

À partir de 2019, la perte de confiance est à son paroxysme, la fuite des capitaux commence, et le billet vert devient de plus en plus rare au point où les opérations de change deviennent difficiles à effectuer auprès des banques³.

Le jeudi 17 octobre 2019, un mouvement de contestation éclate au Liban, revendiquant le départ de la classe politique dirigeante jugée corrompue. C'est dans ce contexte de morosité et de mécontentement général que débute sur le marché secondaire la chute spectaculaire de la monnaie locale, alors que le taux de change officiel est maintenu à 1,507.5 L.L. Cette crise économique a été fortement accentuée à partir du mois de mars 2020 avec l'épidémie du coronavirus qui a contraint les entreprises à fermer leurs portes.

Ainsi, en octobre 2019, le taux chez les changeurs s'élève à 1,600 L.L., en novembre à 1,900 L.L., en décembre à 2,000 L.L., jusqu'à atteindre les 4,000 L.L. en avril 2020, du jamais vu dans l'histoire de l'économie libanaise⁴. Les conséquences de cette forte dépréciation se traduisent par une flambée des prix des produits du fait que le Liban est très dépendant de ses importations : 80% de la consommation libanaise est assurée par l'importation. De plus, le pouvoir d'achat de la population a chuté, entraînant une paupérisation généralisée. C'est ainsi que le taux de pauvreté au Liban dépasse à ce jour les 45%.

Le système bancaire et gouverneur de la Banque Centrale, Monsieur Riad Salamé, sont hués de toutes parts. Mais peut-on leur faire assumer l'entière responsabilité de ce qui se déroule alors que la crise gronde depuis longtemps déjà ? Les torts sont en fait partagés : la Banque Centrale a suivi l'État dans toutes ses démarches même s'il avait atteint un seuil d'insolvabilité, et l'État a agi avec une grande inconscience s'endettant au-delà de toute mesure pour financer une politique de gaspillage de corruption et de clientélisme sans envisager le remboursement⁵.



Illustration de Ranim El Hariri, étudiante en architecture du paysage. Instagram : @watercolourbyranim

Plan de redressement et de sauvetage de l'économie

Le 30 avril 2020, un plan de redressement et de sauvetage de l'économie libanaise, annonce la nécessité de passer à un régime de change flottant. Le cours de change sera alors fixé par la loi de l'offre et de la demande et sera dévalué de facto. Le gouvernement estime que la dépréciation qui aura lieu se fera en étapes pendant cinq ans à raison de 5% par an. Le cours serait ainsi de 3,500 L.L. en 2020, 3,684 L.L. en 2021, pour passer à 3,878 L.L. en 2022, 4,082 L.L. en 2023, et finalement 4,297 L.L. en 2024⁶.

Il est évident que ce passage à une nouvelle politique monétaire aura de prime abord un impact négatif sur la population et son pouvoir d'achat mais, à terme, s'il est bien géré, il pourrait s'avérer positif pour l'économie qui pourrait s'en trouver renforcée et plus productive. En effet, une dévaluation de la livre incitera les libanais à consommer plus de produits locaux qui seront moins coûteux que les produits importés (*import substitution*). Cela favorisera l'exportation puisque les produits libanais seront relativement bon marché à l'étranger, ce qui permettrait l'entrée de devises dans le pays et pourrait aider à combattre l'évasion fiscale⁷.

Tout reste flou pour le moment quant à l'avenir de la livre. Le plan de redressement dont l'application pourra affecter le cours de change, est encore sous étude par la commission parlementaire et devra obtenir l'approbation des députés. En attendant, il est critiqué dans son ensemble par les différentes instances économiques et monétaires ainsi que par l'opposition⁸.

¹ Entrevue avec Jean Tawile, économiste et directeur du département *private banking* à la banque Saradar.

² Berthier, Rosalie. « La chute annoncée de l'économie libanaise ». Dans *OrientXXI*. 04 juillet 2017. Sur le lien : <https://orientxxi.info/magazine/la-chute-annoncee-de-l-economie-libanaise,1927>

³ Al Attar, Sahar. « Chronique d'une crise annoncée ». Dans *Le Commerce du Levant*. 1^{er} novembre 2019. Sur le lien : <https://www.lecommercedulevant.com/article/29402-les-raisons-de-la-colere>

⁴ « La chute vertigineuse de la livre libanaise sur le marché noir se poursuit », In *L'Orient-le Jour*. 23 avril 2020. Sur le lien : <https://www.lorientlejour.com/article/1215454/la-livre-libanaise-poursuit-sa-chute-vertigineuse-sur-le-marche-noir.html>

⁵ Al Attar, Sahar. « Riad Salamé : l'Ingénieur du système ». In *Le Commerce du Levant*. 02 juin 2017. Sur le lien : <https://www.lecommercedulevant.com/article/27421-riad-salam-lin-ingenieur-du-systeme>

⁶ D'après le plan de redressement et de sauvetage de l'économie libanaise établi par le gouvernement de Hassan Diab.

⁷ Entrevue avec Jean Tawile, économiste et directeur du département *private banking* à la banque Saradar.

⁸ Un grand merci à Monsieur Jean Tawile pour les informations données.

حقبة ما بعد "كورونا": تعرفوا على الاقتصاد بنسخته الجديدة!

بقلم كلارا الرئيس

فما هي الإجراءات المطلوبة لإعادة إحياء الاقتصاد؟

أولاً، على البنوك المركزية تطبيق سياسات نقدية تهدف للحد من التضخم، ولكنها قد تتسبب بانخفاض أكبر في الناتج المحلي⁴. كما أن استجابة الشركات الكبرى، والحكومات، والمنظمات لهذه الأزمة هي لحظة حاسمة ستترك تداعياتٍ لوقتٍ طويل. لقد حان الوقت لتثبيت الشركات التزامها بوعودها بتحمل مسؤولياتها الاجتماعية. على سبيل المثال، منذ ٣٨ عامًا، توفي ٧ أشخاص في شيكاغو بسبب تناول "تايلينول" المسموم.

ورغم أن المأساة اقتصر على هذا الحد، لكن *Johnson & Johnson* اتخذت قراراً استراتيجياً فسحبت "تايلينول" من جميع المتاجر حول العالم، مما أدى إلى خسارة كبيرة لتجنب وقوع المزيد من الوفيات. لا يزال الناس يتحدثون عن هذا القرار⁵. صحيح أن خطوات كهذه قد تقلص أرباح الشركات، إلا أنها لن تدفعها إلى الإفلاس؛ لا بل على العكس، فقد أثبتت الدراسات أن التزام الشركات بواجباتها الاجتماعية يدرّ أرباحاً أكبر عليها في حال طبقت استراتيجيات وخطط مدروسة. وبالتالي، يجب على أصحاب العمل الاستمرار في دفع المعاشات، ولو بمعدل النصف بما يقلل إلى حد كبير من تكاليف إعادة توظيف الموظفين عندما يعود الاقتصاد إلى طبيعته. يجب على الشركات الكبرى تقديم مدفوعات مسبقة لمورديها الصغار، مما يمنحهم نقوداً اليوم مقابل السلع التي سيحتاجونها عند عودتهم إلى الإنتاج. لقد رأينا عدداً من الشركات الكبرى التي تعالج هذه المشكلة: أعلنت Facebook عن برنامج منح بقيمة ١٠٠ مليون دولار للشركات الصغيرة المتأثرة بالفيروس⁶.

للحكومات أيضاً دورها الكبير في تصحيح الاقتصاد من خلال إعادة تخصيص الموارد بعد الوباء من أجل دعم أي مجموعة من الاحتياجات الجديدة⁷. يجب إنشاء فريق عمل وطني من الخبراء يقدم توصيات حول كيفية تخفيف القيود على العمل، واستئناف الإنتاج. طرحت الحكومة الألمانية حزمة إنقاذ تصل قيمتها إلى (٨٢٥ مليار دولار) تتضمن تدابير لتحفيز الإقراض للشركات ودعم العمال⁸.

في الختام، رغم فداحة الفيروس، مواجهته ممكنة إذا تضافرت الجهود من قبل الجهات المختصة حكومياً وأهلياً واجتماعياً.

مع انتشار فيروس "كورونا" حول العالم، حوّلت الدول أولوياتها نحو التدابير الصحية الرادعة، مثل الحجر المنزلي، من أجل تعطيل انتقال العدوى جسدياً، ما أدى إلى التوقف التام في تدفق السلع والأشخاص، وتعثر الاقتصادات ووقوعها في ركود عالمي. لقد أحدثت صدمة "كورونا" غير المسبوقة ضغطاً في أسواق رأس المال، مما أثار ردود افعال قوية من البنوك المركزية¹. لذا، السؤال الاساسي: ما الذي سيحدث لاقتصاد ما بعد الفيروس؟ وكيف يمكن إنقاذه؟

البداية من تقييم تأثير الوباء على الاقتصاد بعد ان أغلق العالم برمته. صحيح أن الطلاب والموظفين لا يزالون يعملون من منازلهم، لكن بعض الوظائف تتطلب حضوراً ولا يمكن إتمامها عن بعد. لقد تسبب تعطيل سلسلة التوريد إلى خفض الإنتاجية. توقعت منظمة العمل الدولية أن ما يقرب من ٢٥ مليون شخص قد يفقدون وظائفهم بسبب الأزمة الاقتصادية المستجدة².

على عكس الأزمات المالية، فإن التجميد المطول للنشاط الاقتصادي سيكون بمثابة تحدٍ جديد لأصحاب القرار. لقد أظهرت الأزمات السابقة أن انخفاض الإنتاج، بما يعنيه من نقص للعرض في السوق، سيؤدي إلى ضغوط وتضخم. كما ألغت إجراءات العزل الذاتي عدداً كبيراً من الأنشطة، ما يُترجم إلى مستويات سلبية من الطلب على السلع والبضائع. بمجرد انتهاء الحجر، لن يعود الاقتصاد إلى طبيعته بسهولة. أولاً، من غير المعروف ما إذا كان المصابون يمكن أن يعودوا إلى العمل بشكل طبيعي، بسبب نقص المعلومات المتعلقة بالعدوى. ثانياً، لقد نزع عدد كبير من العمال بسبب البطالة وسيكافحون للعثور على وظائف أخرى، رغم أن معظمها لن تتناسب مع مؤهلاتهم³. ما يعني أن كمية الإنتاج سوف تكون ضئيلة.

ومع ذلك، بمجرد انتهاء التهيئة العامة، سيعود العملاء إلى مراكز التسوق والشركات. سيسعى المستهلكون أيضاً للاقتراض بأسعار فائدة منخفضة، وبالتالي، يمكن وصف الاقتصاد ما بعد الفيروس بانخفاض العرض وارتفاع الطلب والأسعار. إن نمو الإنتاج سيكون بطيئاً في حين أن التضخم سوف يتسارع: إنه بدء الكساد التضخمي (يعرف باسم stagflation).

¹ Carlsson-Szlezak, Philipp, et al. "Understanding the Economic Shock of Coronavirus." *Harvard Business Review*, 7 Apr. 2020, www.hbr.org/2020/03/understanding-the-economic-shock-of-coronavirus.

² "UN Working to Fight COVID-19 and Achieve Global Goals." *United Nations*, United Nations, www.un.org/en/un-coronavirus-communications-team/un-working-fight-covid-19-and-achieve-global-goals.

³ Victor Li, professor of economics. "What Will Come in the Aftermath of Coronavirus for Economy? I'd Worry about Stagflation." *CNBC*, CNBC, 19 Mar. 2020, www.cnbc.com/2020/03/19/what-comes-after-coronavirus-for-economy-worry-about-stagflation.html.

⁴ Pettinger, Tejvan, and Rodger Malcolm Mitchell. "Solution to Stagflation." *Economics Help*, 10 Jan. 2018, www.economicshelp.org/blog/429/inflation/solution-to-stagflation/.

⁵ Kramer, Mark R. "Coronavirus Is Putting Corporate Social Responsibility to the Test." *Harvard Business Review*, 1 Apr. 2020, www.hbr.org/2020/04/coronavirus-is-putting-corporate-social-responsibility-to-the-test.

⁶ "Corporate Aid Tracker: COVID-19 Business in Action." *U.S. Chamber of Commerce Foundation*, 1 Jan. 2020, www.uschamberfoundation.org/aid-event/corporate-aid-tracker-covid-19-business-action.

⁷ Aziz, Afdhel. "The Power Of Purpose: How CSR Should Be Acting Like First Responders To Tackle Coronavirus." *Forbes*, Forbes Magazine, 19 Mar. 2020.

⁸ Riley, Charles. "How Do You Reopen the Economy after Coronavirus? German Experts Have a Plan." *CNN*, Cable News Network, 6 Apr. 2020, www.edition.cnn.com/2020/04/06/business/germany-coronavirus-economy/index.html.

ACTUALITÉ – IMMOBILIER

L'IMMOBILIER AU LIBAN, UNE DÉCENNIE EN MONTAGNES RUSSES

Par Michel Georr *

Pour qui a vécu l'âge d'or de l'immobilier au Liban (le dernier épisode date de 2008-2010) et son interminable dépression (depuis 2011), la flambée qui l'on connaît depuis novembre 2019 est aussi spectaculaire qu'irrationnelle. Retour sur une décennie de déboires d'une industrie qui a frôlé l'écroulement avant que les problèmes du secteur bancaire ne redressent la situation.

Le développement immobilier au Liban a souvent été un sport national. Il est pratiqué par tout propriétaire de terrain exploitable avec un peu de capital (qui n'est parfois pas le sien). Il se base sur le formidable effet de levier que sont les ventes en état de futur achèvement et une loi peu regardante qui permet au vendeur de disposer librement des apports de fonds de l'acheteur (jusqu'à 95% du prix) avant même de livrer le bien.

L'émergence de développeurs institutionnels n'a fait que confirmer l'appétit des investisseurs pour cette classe d'actifs perçue comme générant un très haut rendement. Malheureusement, l'État partage lui aussi cette perception, qui empile les taxes et les impôts les uns sur les autres sans parler de sa complicité volontairement impuissante dans les dessous de table ravageurs.

Dans un marché dynamique, autrement dit quand les ventes sont au rendez-vous, le modèle fonctionne. Mais la machine se grippe au moindre ralentissement. Quand celui-ci se prolonge durablement, comme c'était le cas entre 2011 et 2019, il oblige les développeurs à recourir à de la dette bancaire. Celle-ci augmente les coûts, fait pression sur les prix et enclenche un cercle vicieux. Le phénomène s'est accentué à partir de 2016 quand les opérations successives d'ingénierie financière ont amené les taux d'intérêt à un niveau usuraire et plongé les développeurs dans la détresse.

La flambée obscène des taux d'intérêt créditeurs a provoqué une migration massive des capitaux vers les dépôts bancaires grassement rémunérés. Pour les investisseurs, qui avaient une vue baissière sur l'immobilier, l'arbitrage était évident : avec rien qu'une partie des intérêts perçus sur l'équivalent du prix d'un appartement, il était possible de le louer puis (peut-être) de l'acheter quelques années plus tard éventuellement à un prix encore moindre en utilisant un capital initial qui aurait augmenté en parallèle !

Cette nouvelle situation avait placé l'investisseur en position tellement dominante par rapport au développeur que dans toute négociation l'humiliation le disputait à l'arrogance. Et puis survint octobre 2019...

Le pays a commencé à faire face à un assèchement des devises et à un *capital control* discrétionnaire et non-régulé imposé par les banques. La spéculation grandissante autour d'un *haircut* imminent a (re)-placé l'immobilier comme le substitut le plus sûr permettant de préserver ce qui pouvait encore l'être des prochaines mesures gouvernementales.

Le rythme des transactions s'est accéléré en même temps qu'un redressement progressif des prix. S'ensuivirent 6 mois d'un marché euphorique. Les développeurs endettés et les détenteurs de bien indivis se sont empressés de saisir l'occasion. On estime qu'environ 7 milliards de dollars ont basculé des dépôts vers le remboursement de créances.

Le phénomène n'a pas tardé à générer de nouvelles interrogations. On pouvait légitimement penser que l'on se dirigeait tout droit vers une nouvelle bulle. La demande, forcément artificielle puisque provoquée par l'incertitude autour de l'avenir des dépôts et de leur vraie valeur, allait brusquement s'effondrer dès que les investisseurs auront obtenu leur réponse. En mal de revenus et de liquidités, tous ces « propriétaires par intermittence » vont s'empresser de remettre leurs biens sur le marché de la location voire de la revente recréant ainsi les causes de la crise précédente : l'offre excédentaire.

Il n'y a pas de fatalité à cela. Il n'est pas écrit que les prix vont replonger par le simple effet de la disparition de la menace de *haircut* ou par l'application de celui-ci. L'immobilier au Liban (dans les régions urbaines et suburbaines surtout) possède une valeur intrinsèque principalement basée sur le parc limité de terrain constructibles. Le législateur ne devrait plus modifier les coefficients d'exploitation ni autoriser davantage de remblais ; les projets pharaoniques conçus sur des terrains gagnés sur la mer tardant à confirmer.

Vu le tarissement des devises, amener de nouveaux produits sur le marché est exclu à moyen terme. La valeur de remplacement est aujourd'hui difficilement estimable avec une rigidité accentuée des prix des terrains et l'impossibilité d'estimer le coût réel de toute nouvelle construction. En découle un déséquilibre flagrant entre le prix et la valeur, dont l'acheteur peut toujours être le bénéficiaire objectif. L'augmentation des prix, aussi fort soit-elle, suit une pente moins raide que la détérioration de valeur de la monnaie locale. Ce différentiel pourrait justifier une prolongation de l'embellie actuelle.

En parallèle, l'absence de financement empêche l'accès à la propriété foncière de ce qui constitue dans toute économie le gros de la demande : la classe moyenne active, c'est-à-dire ceux qui comptent sur leurs futurs revenus pour acheter et non sur leur épargne existante. S'ils parviennent à garder leur emploi ceux-ci pourraient animer le marché locatif et participer au maintien des prix.

Quel que soit le paysage à l'issue de la période actuelle, le métier de développeur immobilier au Liban ne se fera plus selon le modèle d'avant. Que ce soit au niveau de la conception du produit lui-même qu'à celui du modèle commercial et financier, les leçons de la dernière décennie sont multiples. Elles sont avant tout culturelles parce qu'on aura peut-être compris que la propriété n'est pas une fin en soi et que l'ubérisation permet plus de partage dans l'espace et dans le temps. Elles sont aussi financières puisqu'il désormais faudra davantage protéger les acheteurs et contraindre développeurs et banques à un partenariat plus constructif.

(* Michel Georr dirige la division immobilière du Groupe Saradar. Il est CEO de CGI sal et de Saradar Real Estate Holding. Il est PDG et membre du Conseil d'Administration de plusieurs fonds immobiliers. Il est également actionnaire de 109 architectes et Plan Bee, deux bureaux d'études en architecture. Architecte (ALBA 1993), il a fait partie de la première promotion MBA temps partiel de l'ESA (1997-1999) avant d'obtenir un Executive MBA de INSEAD en 2006. Il a suivi une spécialisation en Real Estate Finance à Harvard Business School en 2008.

ACTUALITÉ – CHRONIQUE

LA TEMPÊTE DU TEMPS

Par Olivio Bugosen, étudiant en BBA04

En lisant ce titre – qui peut être celui d'un grand thriller américain fracassant le box-office – vous pourriez naturellement penser à une énième chronique portant sur l'environnement, qui traite de la pollution et du capitalisme dans le but de sensibiliser les populations et de protéger la planète... En bref, vous pourriez vraisemblablement penser à un énième texte, plus ou moins « stylé », un peu « à la Thunberg ».

Même si je ne nie pas l'importance de ce sujet, je me permets tout de même de vous dire que vous vous êtes trompés de chemin.

Le mot « temps » – du latin *tempus* – est si vague et nuageux qu'on évite généralement d'y penser. Malgré son orthographe plutôt angulaire et son unique syllabe qui suggère la simplicité, peu de mots aussi banals cachent une telle vastitude de concepts. Ainsi, il est quotidiennement désigné comme étant soit beau, soit mauvais. Parfois même, on le qualifie de soigneur, de raisonnable, de juste, de sage. Étant inestimable, il est aussi, et ce d'une manière quotidienne, traité de tous les noms : il serait apparemment bipolaire, mélancolique, impartial, impitoyable et injuste.

Personnellement, je n'ai qu'une seule certitude à ce sujet : le temps est assassin.

« Cliché », me dites-vous. « En effet », je réponds. Toutefois et avec beaucoup de recul, on ne peut avoir que cette certitude, hélas. Il a beau « être de l'argent » ou soigner, il finit quand même par nous tuer. Sans scrupules. Ces innombrables heures et minutes nous tuent à petit feu. Elles réussiront. Indéniablement. Mais la question qu'on doit impérativement se poser est : « À quel prix ? ». Nous sommes prisonniers, et pour la majorité d'entre nous, le temps passe et nous le nions. Le temps passe et nous survivons. Le temps passe et nous cédon. Le temps passe et nous passons.

Trois mois enfermés ont forcément donné lieu à des réflexions et des remises en question. Nous avons pu redécouvrir ce qu'est l'essentiel. Pourtant, cela n'a pas tué notre désir omniprésent de fuir la réalité, surtout dans de telles circonstances. Ce Cèdre, autrefois destiné à nous faire prospérer, nous pousse sans cesse vers la sortie. On souhaite désormais quitter le pays ou se réfugier dans nos rêves pour oublier ce cauchemar, un cauchemar devenu fort réel. Bien qu'il soit nécessaire, le rêve est bel et bien platonique et est donc le complice idéal du temps. Rêver fait le temps passer or le temps passe, et nous passons.

Le temps vous consomme. Consommez-le. Et pour y parvenir, un seul moyen existe : la productivité. Je ne suis pas adepte de ce mot très à la mode, qui rend décidément très riches les fameux « coaches de vie ». Créer, produire, écrire et protester de tout cœur nous rend vivant. Croire en une cause, se battre et prendre part au changement nous protège du temps assassin. Il nous suffit juste de voir où nous devons nous enraciner pour résister à cette tempête. Le temps passe et nous passons. Rendez-lui la monnaie de sa pièce !

« Ô temps ! Suspend ton vol » a écrit dans un de ses poèmes Alphonse de Lamartine, éponyme du lycée qui m'a vu grandir. Poète grandiose, follement amoureux de notre pays et de son Cèdre, Lamartine a su marquer solennellement son envol dans le temps et ce malgré les morts prématurées de sa jeune fille et de son amante.



Source : @peculiaristic - instagram

Ce fameux vers, si simple d'apparence, résume beaucoup de choses. Le poète appelle le temps et l'implore de s'arrêter. Cette tentative, aussi vaine soit-elle, marque les esprits. Voilà pourquoi Lamartine a su, à sa manière, suspendre le temps bien qu'il finit par être emporté, comme nous tous.

Pour conclure, chers lecteurs, le temps est indéniablement très lourd et une seule chose me vient à l'esprit : Aux armes ! Et à nous de le suspendre ! À travers nos connaissances, nos plumes, nos crayons, nos claviers, notre voix, nos pensées et surtout, notre détermination.

ACTUALITÉ - SOCIAL

LA FEMME LIBANAISE : ENTRE ÉMANCIPATION ET TRADITION

Par Chourouc El Husseini, étudiante en BBA04

Séduisante mais pas vulgaire, bien mariée mais pas effacée de la vie sociale, travailleuse mais pas accomplie pour ne pas faire perdre la face à son homme, mince mais pas névrosée par la nourriture, toujours jeune sans avoir recours à la chirurgie, maman épanouie mais pas rongée par le devoir maternel, bonne maîtresse de maison mais pas « bonniche » traditionnelle, cultivée sans remettre en question les dires de son homme, la femme porte nombres de poids sur ses épaules, mais sait comment les répartir pour ne pas trop en faire.

Depuis toujours, les femmes ont dû se battre pour imposer leur place dans la société, pour changer cette triste image d'infériorité qui leur a été assimilée, pour être reconnues à leur juste valeur. C'est à travers des milliers de discours, de protestations, pacifiques pour la plupart, de textes musicaux ou encore d'œuvre d'arts, que ces dernières tentent de faire passer leurs messages. Mais, malgré cela, nous nous retrouvons toujours dans une société empreinte d'inégalités.

Notre naïveté nous a poussé un jour ou l'autre à nous poser la question. Mais, pourquoi la femme est-elle différente de l'homme ? Pourquoi serait-elle inférieure à lui ? Serait-ce une question de force physique ? De force mentale ? Quoiqu'il advienne l'inégalité existe.

En s'intéressant de plus près au sujet, aucune réponse ne saurait être assez convaincante et satisfaire notre soif de savoir ; soulager notre conscience, c'est ce qu'on s'oblige à faire.

Une des réponses les plus faciles et les plus communes est le rapprochement de cette situation à un sujet tabou : la religion.

Des millénaires durant, la femme a été voulue comme subordonnée à l'homme. Du judaïsme à l'islam, sans oublier le christianisme, la femme a toujours été considérée inférieure à lui. Cette pensée religieuse et plusieurs pensées philosophiques ont créé au fil du temps une culture où la femme est souvent le maillon faible des enjeux économiques, sociaux et politiques. Sa vie sociale était dictée par son homme et elle a, pendant longtemps, été exclue de la vie démocratique réservé en ce temps aux hommes. Ainsi les sociétés patriarcales dans lesquels nous vivons aujourd'hui ne sont que le fruit des traditions ancrées dans cette culture imposée par la religion. Les pays arabes sont les plus touchés par ce type de société ; le Liban fait ainsi parti de la triste liste des pays ayant toujours une sorte de société patriarcale.

Le Liban est considéré comme étant le pays arabe où la femme détient le plus de liberté, mais est-ce vraiment le cas ? En effet en termes d'écart entre les genres, le Liban occupe le 123^e rang sur 136 selon un classement du Forum Économique Mondial ; nous nous retrouvons dans une société qui donne le pouvoir, la décision à l'homme, une société tout à fait patriarcale où les femmes sont encore souvent vues comme le sexe inférieur. Cette culture libanaise se dévoile par la façon dont le pays est formé et gouverné, d'un système de confessionnalisme et de l'importance des différentes religions dans le pays ; nous ramenant au fait que tant que la Constitution du pays autorise le religieux à prendre tout le pouvoir sur la question de la famille de l'éducation et tant d'autres, la question de l'(in)égalité sera toujours présente.

De plus d'après une étude réalisée en 2018 par le World Bank Group au Liban, il s'est avéré que 4% des femmes sont cheffes d'entreprises, elles ne représentent que 3% des postes ministériels et 5% des postes parlementaires. De plus, 23% de la population active est féminine contre 71% pour les hommes. Par rapport à ces droits dans la famille, la plupart des religions donnent la force et le choix à l'homme du côté du divorce et de la garde des enfants et pour finir la femme fait face à tout type de violence, cela se fait même sur le lieu de travail, à la maison et encore dans la rue. Face à tout cela, la justice libanaise adapte un rôle passif et n'agit pas en faveur de la femme mais plutôt en faveur de celui qui détient le plus de « pouvoir ».



Source: Photos Of the Week, pow.photos/

Mais toute cette analyse n'est en aucun cas un débat de féministe s'acharnant sur les hommes, plutôt un message à faire passer au monde pour dire qu'il ne s'agit pas d'un combat de supériorité, ni d'un combat de rôle dans la société mais bien un combat d'égalité et de choix.

Une femme voulant rester à la maison, s'occuper de sa famille et éduquer ces enfants en a le droit et une autre qui voudrait s'accomplir dans le monde du travail ou dans la politique devrait donc avoir l'opportunité de le faire. Il s'agit d'un choix personnel qu'elle fait par rapport à son rôle mais pour cela il faudrait d'abord qu'elle ait tous ces droits.

Ce combat se manifeste de plus en plus ces dernières années chez les femmes libanaises, par le geste d'une femme qui devient l'un des symboles de ce qui s'appelle désormais la Révolution du 17 Octobre, par les femmes qui ont toujours occupé les premières places des rangs des manifestations qui se poursuivent jusqu'à aujourd'hui, par de nombreuses protestations dans les rues réclamant leur liberté en criant « ente horra bl shere3 » et enfin par un progrès énorme du gouvernement qui comprend vingt ministres dont six femmes, avec au poste de vice-président du Conseil des ministres, une femme ! Enfin, il s'agit d'un combat qui ne risque pas de s'arrêter, un combat qui voudrait effacer cette société patriarcale et cette image « arabe » de femme inférieure car, comme Michelle Obama l'a bien dit, « il n'y a pas de limite à ce que nous, les femmes, pouvons accomplir. »

VIE ÉTUDIANTE - OPINION

EACH SCHOOL AT ITS OWN SPEED

By Mark Rahme, BBA04 student

A brilliant quote goes: "Intelligence is the ability to adapt to change."

As the month of April welcomed numerous religious occasions, such as Easter or Ramadan, most Lebanese found themselves unable to celebrate or practice traditions due to lockdown conditions linked to the ongoing Covid-19 crisis. Unsurprisingly, many people are still painfully adapting to the situation: economic recessions, unemployment, confinements, social distancing, inability to see friends and loved ones, are just a few consequences of the many worldwide lockdowns taking place.

More specifically, students at ESA, just as any other university around the world, are seeing their academic progress destabilized. Online Courses, exams, and projects from home are without a doubt shaking the traditional methods of studying students are used to.

Indeed, today's dire circumstances pushed most universities in the world, including some of the Ivy League schools in the U.S. like Harvard, Columbia, Yale, etc., to adapt to the situation. Universities have started to recommend (or even directly adopt) a pass or fail system, as a gesture of solidarity with students who aren't able to give their best. In fact, some universities are even becoming more flexible vis-à-vis their admission requirements for potential students. The different departments at Harvard, for example, have taken diverse measures around this subject.

Some departments have extended their admission periods, or are no longer requiring prospective master or PhD students to supply tests like the GRE or GMAT for admission, as well as accepting undergraduates who took pass or fail courses.

More locally, the different schools of universities such as AUB's Maroun Semaan Faculty of Engineering, or LAU's School of Arts & Sciences have adopted an optional pass or no pass system, depending on the student's choice. Moreover, one thing in common between all of these universities is that they managed, despite all difficulties, to finish their spring semester on time, by the end of May.

And while most universities in the world are adapting fast, ESA meticulously took the time to see all options, in an effort to see what decisions worked and what didn't, notably analyzing the decisions of the French Grande Ecole. ESA, founded thanks to an inter-governmental deal between Lebanon and France, follows the guidelines of the French educative system. That being said, a pass or fail system will not be applied. "We are uncertain of the consequences of a pass or fail system on your academic record. You might be at a disadvantage when applying for a master's program. That is why we feel it is in your benefit to continue to be graded normally" said Claude Abou Chedid, Head of the BBA and MIM Academic Programs, during a meeting with BBA04 students. While this left the majority of students frustrated, the move came in an effort to remove any constraints students might have faced in the professional world if the system was implemented.



A satirical "meme" following ESA's decision on the pass or fail system circulated between students on Social Media

In all cases, the pass or fail subject is not the only issue students are facing.

According to a recent research by BBA04 students, connectivity, difficulty to concentrate on screens for long periods of time, the social and economic situation of Lebanon and their effects, as well as the series of untimely events like heat waves, or the sudden invasion of swarms of insects into domiciles are some of the factors contributing to the decrease of Lebanese student's productivity.

And seeing that we are still amidst a health crisis, the physical return to university is still a big risk. Furthermore, ESA has also decided to keep giving their fundamental courses, with the addition of a few soft skills courses, like time management or conflict resolution, until the end of June, when exams are supposedly going to take place. This caused the end of the academic year to be moved up by 2 weeks, which is normal given the situation.

However, during a recent call interview with the administration, Mrs. Abou Chedid reaffirmed the steps taken by the administration. "We understand the circumstances are difficult, but we are doing our best to give you the quality education you expect us to deliver. While we slightly reduced the content of your courses to help you get through, it is impossible however to answer all of your demands and maintain the exceptional level of the program. It is a difficult period for everyone around the world. That being said, it is hard to see at the moment what are the best actions to take. All we can do is adapt and hope for the best."

Overall, this year's events, whether the 17th October Revolution or the Covid-19 world pandemic, are continuing to impact our lives. As they say, drastic times call for drastic measure, but the question remains, how drastic will our measures continue to be seeing the evolution of the current situation?

VIE ÉTUDIANTE

ALLIER LES ARTS ET LE SPORT AU MONDE DES AFFAIRES

Par Mohanad Taha, étudiant en BBA05



Organigramme du Bar' Akuda, réalisé par Maria Abi Aad, présidente du Bar' Akuda.

L'ESA Business School a établi le premier Bureau des Étudiants (BDE) en 2017. C'est une association étudiante qui a pour but de constituer un épanouissement en dehors des études universitaires, en organisant divers événements et en créant des partenariats avec des sponsors.

Le BDE de l'année 2019-2020 est le Bar' Akuda, avec une équipe constituée de Maria Abi Aad comme présidente, Paul Eloi Attali comme vice-président, Raja Arida comme PR, Marina Boutanos comme secrétaire, Karim Bennani pour la communication et Tatiana Lahoud comme trésorière.

En outre, deux nouveaux bureaux ont été inaugurés cette année au sein du Bar' Akuda : le Bureau des Sports (BDS) et le Bureau des Arts (BDA) : Anthony Bou Merhi pour le Bureau des Sports, et Clara Rayes pour le Bureau des Arts. Ils sont tous les deux membres permanents du Bar' Akuda en tant que responsables de ces deux bureaux. Nous avons été à leur rencontre.

Le Bureau des Sports

Le responsable du BDS (Bureau des Sports) de cette année est Anthony Bou Merhi, étudiant du BBA04. Anthony s'occupe de l'ensemble de l'organisation du bureau qui regroupe aujourd'hui quatre clubs : le club d'escrime, le club de football, le club de basketball et le club de ski. Il s'occupe de tout ce qui est en rapport avec la gestion des budgets, la gestion des clubs mais surtout de leur organisation (réservation de terrains, mise en relation avec les étudiants).

En inaugurant le BDS, Anthony avait pour but de mettre l'accent sur l'esprit sportif chez les étudiants de l'ESA. Pour lui, un club dans le monde du sport « a sans aucun doute une relation avec le monde des affaires » puisqu'un sport nous encourage à pousser nos limites, se fixer un objectif et nous incite à avoir la volonté de l'atteindre. Par exemple, le football et le basketball sont des sports d'équipe qui permettent d'améliorer d'une part le sentiment d'appartenance à un groupe, et d'autre part le travail en équipe, grâce à des échanges. Les sports peuvent aussi forger de nouveaux liens entre les étudiants.

Ceci dit, le Bureau des Sports a rencontré quelques obstacles. Le Liban connaît des périodes difficiles, avec l'instabilité politique et économique dans le pays et le confinement, « trouver des horaires convenables dans des stades accessibles a été le principal obstacle rencontré au cours de cette année », confie Anthony.

Cependant, cela n'a pas empêché la création des clubs et Anthony a réussi à débloquer un budget considérable auprès du Directeur Général Monsieur Maxence Duault, du Directeur Financier Monsieur Raji El Khoury ainsi qu'auprès de la responsable des événements, Madame Sabine Habibian, pour chacun des clubs sportifs, un projet dont Anthony est fier, et il espère que le Bureau des Sports continuera sur cette lancée avec le nouveau responsable.

Le Bureau des Arts

La responsable du BDA (Bureau des Arts) de cette année est Clara Rayes, étudiante du BBA04. Le BDA regroupe la majorité des activités artistiques de l'ESA avec la volonté d'organiser des événements ou des concours pour regrouper des étudiants passionnés ou intéressés autour de toutes les formes d'art.

Les clubs qui font partie du Bureau des Arts sont le club de luxe, le club de leadership, le club de journalisme, « L'ESArticle », le club de musique, et le club d'art « Blank ».

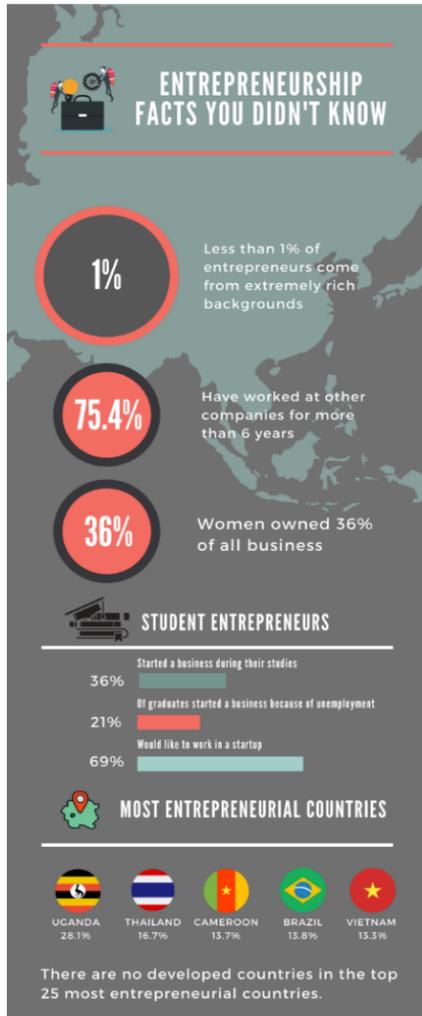
« Le monde des affaires n'est pas bien loin du monde des arts », admet Clara. En effet, les étudiants peuvent souvent avoir une approche artistique qui devrait être mise en valeur à travers les clubs. L'art, sous toutes ses formes, constitue un pas dans la culture d'entreprise pour encourager l'innovation et la création qui sont des valeurs clés de l'entrepreneuriat.

Des projets ont été planifiés notamment plusieurs conférences tout au long de l'année, qui devait être menées par des professionnels artistiques, mais n'ont pas pu encore voir le jour. « Nous espérons toutefois que le BDE de l'année prochaine pourra mettre en avant le Bureau des Arts du mieux possible », souhaite Clara.

VIE ÉTUDIANTE – CULTURE

THE ENTREPRENEUR

By Majd Nasser, BBA05 student



THE ENTREPRENEUR
ESA Business School

The Entrepreneurship Club, "The Entrepreneur" was created with the aim of sharing different experiences and expertise with the different members. It also aims at raising students' awareness as to entrepreneurship and its importance, and at encouraging those who are interested in developing projects. The Club also focuses on organizing conferences and meetings with field experts in the campus. Its founder, Majd Nasser, BBA05 student, wants to encourage students to develop a spirit geared towards innovation, creation and open-mindedness, key values of the business world.

EDWARD HOPPER DANS LES COULOIRS DE L'ESA

Par Sarah-Maria Matta, étudiante en BBA05



Lithographies à l'ESA signées Edward Hopper. À gauche : « Bureau dans une petite ville » (*Office in a small city*), huile sur toile datant de 1953 et appartenant au Metropolitan Museum of Art de New York. À droite : « Yawl Riding a Swell », aquarelle datant de 1935 et appartenant au Worcester Art Museum, Worcester, Massachusetts, US.

En longeant le couloir près de la salle du BDE, vous croiserez deux lithographies d'Edward Hopper.

Edward Hopper, peintre américain né en 1882 et décédé en 1967, est un artiste à part dans l'histoire de la peinture américaine. Ses œuvres captent l'essence de la ville américaine contemporaine et de l'*American way of life*. Imprégné de culture picturale française et européenne, il souhaitait créer un art typiquement américain mais avait exclu de ses thématiques les grandes villes et leurs gratte-ciels ainsi que les espaces monumentaux de l'Ouest américain sauvage¹.

Les œuvres d'Edward Hopper tournent autour de figures humaines isolées, de paysages et d'architecture, avec souvent, une lumière à la fois vive et froide. Les scènes représentées dans ses œuvres sont certes ancrées dans la réalité observée, mais bon nombre de ses peintures possèdent un caractère troublant, même mystérieux. La simplicité de ses conceptions protège une complexité d'émotions.

Depuis les débuts de son art et jusqu'à sa disparition, Edward Hopper s'intéresse aux *empty moments*, les moments vides, les zones de passages, les seuils et les espaces de frontières.

Les deux lithographies rassemblent les sujets de prédilection de l'artiste : solitude et ambiance détachée de l'environnement extérieur. Ses peintures dépeignent une austérité alliée à une certaine beauté, et un style bien propre à lui.

¹ "Edward Hopper, peindre le temps qui s'étire", France Culture, 20/12/2018, <https://www.franceculture.fr/emissions/les-chemins-de-la-philosophie/lattente-44-edward-hopper-peindre-le-temps-qui-setire>

Les avis mentionnés dans l'ESArticle ne reflètent pas nécessairement l'avis de l'ensemble de l'équipe. Nous encourageons la liberté d'expression et la liberté d'opinion. (Idem pour l'édition 1 et toutes les éditions à venir)